

LES VRAIS AMIS...

En matière économique et sociale l'actuel gouvernement ne semble guère plus imaginaire que ses devanciers.

Qu'il s'agisse de la politique d'austérité proposée par le gouvernement Gaillard ou des sacrifices demandés par le gouvernement De Gaulle, les syndicalistes ouvriers reconnaissent non seulement un langage commun mais une politique commune à tous les gouvernements.

Certes, on nous assure, comme toujours en pareil cas, que les «sacrifices seront partagés».

Personne n'est dupe et ce sont les salariés qui, une fois de plus, feront les frais de l'opération.

Il est plus facile de bloquer les salaires (directs ou différés) que de s'attaquer à M. Boussac ou à la Banque Rothschild.

Depuis que les militaires de carrière font des discours en laissant le soin aux militaires occasionnels - nos camarades appelés - de faire la guerre, il n'apparaît pas que les affaires du Pays soient mieux conduites.

Il nous faut, dit-on, compter avec une nouvelle force politique: l'Armée.

Aux nombreux partis politiques - si souvent reprochés au «système» - vient s'en ajouter un autre (à moins qu'il ne prétende les remplacer tous!): LE PARTI MILITAIRE!

Au fait, un certain nombre de bons esprits s'étaient émus des indemnités allouées aux six cents parlementaires de la défunte quatrième République.

Peut-être pourrions-nous connaître le nombre exact de gradés qui composent le nouveau Parti de l'ordre et quels sont leurs appointements?

Gageons que leur nombre dépasse six cents et qu'ils coûtent eux aussi, très cher à la Nation. Sans compter, qu'à première vue, ils semblent d'un abord moins facile que nos députés et peu enclins à discuter.

Et voilà qu'on nous reparle «d'association capital-travail».

Aucun travailleur ne saurait être dupe d'une telle formule.

Associer le patron et l'ouvrier?

Dans une association de ce genre il y aurait nécessairement un voleur et un volé.

Il n'est pas besoin de faire preuve de beaucoup d'imagination pour savoir où serait le volé.

Il suffit de connaître la situation des travailleurs où le Pouvoir a «supprimé» la lutte de classe et a décrété «l'association capital travail»... dans l'Espagne du Général (lui aussi) Franco par exemple!

Certaines travailleurs (pourquoi le cacher?) n'avaient pas compris nos prises de position à la suite des événements nés du coup de force du 13 Mai.

On nous a quelquefois reproché de «*faire de la politique*».

Il est vrai que parallèlement les tenants du «*travailleursisme*» nous reprochaient... de ne pas en faire assez!...

En définitif les uns et les autres semblent se retrouver pour nier l'existence de classes sociales aux intérêts économiques opposés

Nul plus que nous n'est attaché à l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis de Partis politiques et de l'Etat.

Rappelons que la nécessité de dégager le syndicalisme de toute emprise politique ou confessionnelle est à l'origine même de la création de la C.G.T.-F.O.

Cela signifie que nous ne renoncerons jamais à la pleine autonomie du mouvement syndical.

Cela signifie également que le mouvement syndical n'est pas candidat au pouvoir et que ceux qui acceptent «*la besogne syndicale obscure et féconde*» doivent, du même coup renoncer à toute ambition politique.

Cela ne signifie pas que les syndicalistes s'interdisent de prendre position sur des problèmes politiques de la solution desquels dépend, pour une large part, le sort de la classe ouvrière.

Cela ne signifie pas non plus, que le mouvement syndical, vit dans un «*splendide isolement*» dans un mépris total des contingences.

Rien n'est d'ailleurs plus contraire à la réalité. Les liaisons avec tous ceux susceptibles d'aider à l'aboutissement des revendications ouvrières ont toujours existé *dans la mesure où elles ne risquent pas de mettre en cause la nécessaire autonomie du mouvement syndical.*

Ces liaisons, à tous les échelons du mouvement confédéré, les militants syndicalistes les ont acceptées (quand ils ne les ont pas sollicitées).

Personne n'a la naïveté de penser que le plan Gazier, par exemple, n'a pas été largement inspiré par les organisations syndicales.

Les contacts sont nécessaires, n'avons pas à en rougir et, pour les maintenir ou les développer les organisations confédérées n'ont pas à s'intégrer dans une organisation nouvelle dans laquelle elles risqueraient de perdre tout ou partie de leur indépendance.

D'ailleurs, nous ne pensons pas que ceux qui ont le désir sincère d'aider efficacement à l'aboutissement des revendications ouvrières aient songé à demander aux syndicats ouvriers de renoncer à leur liberté d'action.

Nous oserions même dire que c'est à cela que la classe ouvrière reconnaît ses faux amis.

Ceux qui, sans poser de conditions, acceptent de défendre les intérêts ouvriers sont les vrais amis...

Et seront reconnus comme tels!

Alexandre HEBERT.
